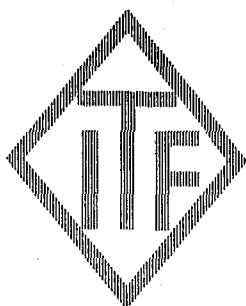


FASCISME

N°11

Amsterdam, le 1er juin 1935.



"Qui ne tend pas de piège à autrui".....(I.T.F.) Nous lisons ce qui suit dans les "Europäische Hefte": "En Hollande on a procédé à l'assèchement du Zuyder zee, mais le monde n'entend parler que de l'assèchement des Marais Pontins. Dans l'Union soviétique une édification technique sans pareille dans l'histoire, s'est accomplie; dans l'ancienne Vienne la Rouge, une oeuvre énorme de prévoyance sociale a été créée; dans une série d'Etats non fascistes les autorités gouvernementales* se tourmentent pour pouvoir accorder un maximum de secours quotidiens--mais ce qui forme l'opinion des masses, c'est le fait qu'à Milan on a construit (sans blague!) une nouvelle gare et qu'en Allemagne (oh miracle!) des ouvriers ont trouvé du travail à la construction d'autostrades d'importance stratégique. * et municipales

La déformation intellectuelle qui tend à trouver au fascisme "de bons côtés" (rappelons-nous par exemple que les Marais Pontins ont été asséchés!) n'a rien de nouveau. Pendant la guerre aussi il y avait des gens objectifs (ils n'étaient certes pas en faveur de la guerre, mais elle avait, à leur avis, aussi de bons effets) qui déduisaient du fait indéniable que, dans des périodes d'épidémies de typhus, les éléments d'observation de même que les connaissances thérapeutiques augmentent, des motifs pour voir de la lumière au milieu des ténèbres de la tuerie.

Il existe encore en Europe des partis anti-fascistes fortunés et groupant des millions de membres, disposant d'une énorme presse et d'une vaste liberté de mouvement et de tous les auxiliaires techniques de la propagande. Toutefois, seul le fascisme sait comment on fait de la propagande et à quoi elle sert. Sur le terrain de la propagande le fascisme est génial. Le pouvoir n'est que là où il s'affirme. Celui qui a raison et n'arrive pas à le dire, n'a pas raison. Qui ne tend pas de piège à autrui... est pris lui."

Krupp, Pirelli et les autres. (I.T.F.) A l'issue des batailles du travail fascistes et nationales-socialistes il y a la banqueroute ou la guerre. En Italie et en Allemagne, les travaux pour combattre le chômage doivent servir la consolidation de la dictature et l'armement militaire. Le rythme accéléré de plus en plus; toujours plus grandes deviennent les sommes que le peuple est obligé de payer pour la fabrication de canons et d'avions. Les capitalistes de l'armement traversent une période bienheureuse. Dans le Troisième Reich, les excédents d'exploitation des industries de l'armement ont augmenté comme suit:

	1932	1934
	Millions de marks	Millions de marks
Krupp	108,07	177,38
Mitteldeutsche Stahlwerke	22,09	33,46
Vereinigte Aluminium	8,57	24,55
Vereinigte deutsche Nickel	2,58	5,08
IG Farben	476,05	565,07
AEG	79,24	106,51
Opel	25,94	82,60

Hitler a engagé sa vie pour "la suppression totale de tous les bénéfices de guerre (point 10 du programme "immuable" du Parti nazi). Néanmoins Hitler est toujours en la meilleure des santés, l'industrie de l'armement est de son côté en pleine prospérité.

En Italie le ministère de la Guerre qui relève de Mussolini personnellement, fait de la propagande pour les entreprises d'armement de l'industriel lombard Pirelli. Le ministère de la Guerre--section des services chimiques--distribue une brochure spéciale de propagande pour les masques anti-gaz de la Société Pirelli et il lui fournit de la sorte l'occasion de faire des bénéfices en même temps sur les armements pour la guerre en Abyssinie et en vue d'une future guerre européenne. L'industrie italienne de l'armement gagne de l'argent en Afrique et en Italie (mais aussi ailleurs). Des wagons chargés d'armes italiennes traversent l'Autriche chrétienne à destination de la Hongrie . A l'occasion des élections du 14 novembre 1919, Mussolini promettait "la nationalisation de toutes les fabriques d'armement et d'explosifs" afin d'empêcher tous les bénéfices de guerre. (Programme des Fasci di Combattimento du 28 août 1919).

A présent les actionnaires de la Société anonyme Pirelli gagnent de l'argent sous la protection du Duce.

"En considération des sacrifices énormes de vies humaines et de biens que toute guerre exige du peuple, il faut qualifier les bénéfices individuels dérivant de la guerre de "crimes contre le peuple"...ainsi déclarait un jour le programme du parti hitlérien (point 12). A présent toutefois sous la protection des Führer les "criminels" les Krupp , les Pirelli et d'autres, s'enrichissent.

Pain beurré et casse-tête. (I.T.F.) Dans le "Reichspost", l'organe officieux de la dictature chrétienne d'Autriche, le Père Hausleitner constate que précisément dans les milieux chrétiens, il y a toujours à nouveau des gens qui veulent "faire de la question ouvrière une simple question de pain et qui prétendent la résoudre avec le pain beurré, éventuellement en s'aidant du casse-tête". La pratique toutefois est telle que sous la protection des casse-tête de la dictature "chrétienne" les ouvriers sont privés de leur pain beurré.

Dans les assemblées du syndicat (fasciste) des travailleurs du bois, les travailleurs--toujours selon les comptes-rendus officiels!-- se plaignent amèrement de ce que "les conditions de travail et de salaires semblent simplement anti-diluviens et n'ont plus rien à voir avec des sentiments sociaux des employeurs". "Une scierie paie à ses ouvriers des salaires horaires de 30 groschen (à peine un franc fr.) et les exploite jusqu'à 16 heures par jour". "Il y a des jeunes ouvriers aussi bien que des adultes et des spécialisés qui touchent de 20 à 30 groschen (par heure) de sorte qu'ils sont affiliés à une caisse d'assurance-maladie et chômage destinée aux apprentis". "A la suite des bas salaires, les ouvriers sont contraints de faire des heures supplémentaires vu qu'avec le taux horaire actuel, il est tout à fait impossible de se tirer d'affaire en travaillant 48 heures". "Tandis qu'il y a des milliers d'ouvriers en chômage, les travailleurs dans des entreprises industrielles font un tel nombre d'heures supplémentaires par semaine, que le travail supplémentaire effectué par deux d'entre ceux-ci suffirait pour occuper un père de famille en chômage."

Dans toutes les professions, c'est la même chose: "Il y a par exemple des ouvriers spécialisés qui reçoivent un salaire horaire de 85 à 90 groschen tandis que le contrat collectif prévoit en général après la troisième année d'apprentissage un salaire de 1,20 schilling par heure....Nous avons même trouvé des entreprises dans lesquelles la durée du travail a été prolongée à 90 heures par semaine sans que les ouvriers touchent les suppléments pour les heures fournies en sus des 48 heures." (Organe du syndicat fasciste des travailleurs des industries métallurgiques, avril 1935.)

" A nouveau on peut constater --ainsi écrit le journal viennois fasciste "Arbeitersonntag" dans son numéro 17--que des ouvriers du bâtiment travaillent de 6 heures du matin à 8 heures du soir. Du fait qu'à la campagne les ouvriers du bâtiment sont généralement payés à la journée, on tourne fréquemment les prescriptions imposant une rétribution des heures supplémentaires légalement admises."....."Des maçons qui, il y a peu d'années encore, touchaient un salaire journalier de 8 schillings, ne reçoivent plus maintenant que 4 à 5 schillings et des auxiliaires qui gagnaient autrefois 5 à 6 schillings doivent se contenter à présent d'un salaire journalier de 3 schillings. (frs. fr. 8,50 env.) Avec cela, ces ouvriers doivent souvent travailler toute la semaine, séparés de leur famille, à un endroit éloigné de leur domicile. Le samedi ils doivent encore avoir gardé sur ce salaire quelque chose pour apporter chez eux. On peut en déduire la manière dont ils vivent."

Ces ouvriers ont faim, sous la menace des casse-tête des policiers de la dictature "chrétienne".

Exaspération. (I.T.F.) Les mesures prises par la dictature autrichienne pour combattre le chômage n'ont qu'une portée relativement limitée. D'après les chiffres dont nous disposons, le gouvernement fédéral ne peut destiner aux travaux de secours que 20,8 millions à côté de 80 millions provenant de la municipalité de Vienne. Les dépenses pour la police et l'armement ont été toutefois majorées de 25,2 millions.

Le gouvernement prétend que pendant les mois d'été il trouvera néanmoins à employer un surplus de 123 mille ouvriers dont 13.000 au service du travail non rétribué. Concernant la rétribution des autres, nous ne savons toujours rien!

Il paraît que dans cette "bataille du travail" on ne procurera du travail qu'aux membres des Heimwehren. Les travailleurs syndiqués dans les organisations catholiques et même les chômeurs groupés dans les organisations qui relèvent directement du chancelier Schuschnigg, sont exclus de l'embauchage. Les "organisations du chancelier" tyroliennes se sont déjà plaintes de la préférence donnée aux Heimwehren lors de nouveaux engagements et ont exigé qu'on ne crée "nulle part des monopoles pour le placement". Elles exigent "l'égalité de droit pour leurs membres lors de la répartition du travail et du placement". L'Association catholique du travail agricole de la Haute-Autriche s'exprime avec plus d'énergie encore. "En embauchant des ouvriers pour des travaux publics et des travaux de construction, on donne la préférence aux membres des corps de défense. De cette manière tous les autres travailleurs sans emploi qui ont épuisé le droit au secours de chômage et qui ne font partie d'aucune formation de défense, sont entièrement éliminés du travail. L'élimination des chômeurs dont il s'agit a suscité une terrible exaspération". Exaspération parmi les "partisans" de la dictature !

Education chrétienne. (I.T.F.) La dictature autrichienne a fixé la durée du service volontaire du travail à 18 mois, dont 12 mois doivent servir à l'apprentissage militaire. Les chômeurs célibataires de moins de 25 ans " qui ne profitent pas, sans raisons valables, de la possibilité qui leur est offerte d'être occupés dans le service volontaire du travail" sont privés du secours de chômage. Ils ont le droit de mourir de faim. Suivant des renseignements du syndicat unique (fasciste) cette disposition est utilisée de manière générale pour priver les jeunes chômeurs de l'allocation de chômage. Bien que le nombre de places effectivement disponibles dans les camps du travail fût de beaucoup inférieur au nombre des jeunes chômeurs, on a posé à tous les jeunes chômeurs la demande "s'ils seraient éventuellement prêts à accepter une place au service volontaire du travail et on les a privés de l'allocation de chômage lorsqu'ils hésitaient quelque peu avant de répondre affirmativement, bien que dans les cas dont il s'agit il aurait été impossible de placer dans les camps plus qu'une petite fraction du nombre de ceux qu'on avait interrogé.

Le fascisme païen et chrétien rivalisent en mesures réactionnaires!

Le paradis dantzikois. (I.T.F.) Le Sénat nazi de l'Etat libre de Dantzig a supprimé le secours de bienfaisance à tous les chômeurs célibataires de moins de 25 ans. Les mariés de moins de 25 ans ne touchent plus que la moitié du secours.

Pression sur les chômeurs. (I.T.F.) Le Sénat nazi de l'Etat libre de Dantzig tente de faire entrer par la force les chômeurs dans le Front du travail. Les bureaux de placement dressent des listes des membres d'organisations nationales-socialistes en chômage, qui ont la préférence pour le placement. Quelques bureaux de placement envoient des chômeurs dont le nom ne figure pas dans la liste, à l'homme de confiance du Front allemand du travail avant de leur procurer un emploi et ce n'est qu'avec son approbation que le travail leur est fourni. Les employeurs exécutant des travaux publics sont contractuellement obligés de ne faire leurs embauchages que par l'intermédiaire des bureaux de placement, c'est-à-dire à n'employer que les chômeurs ayant passé par l'intermédiaire du Front du travail jaune.

La constitution de l'Etat libre de Dantzig, garantie par la Société des Nations, proclame, à l'article 73 "l'égalité de tous les citoyens devant la loi".

Les déloyaux. (I.T.F.) Dans le Troisième Reich tout est commandé: les réductions de salaires et l'enthousiasme, le coût de la vie et la confiance en les "conseils de confiance" désignés par les employeurs. Le règlement de service pour les travaux dans les entreprises du port de Hambourg ordonne avec le plus grand sérieux: "Tous les ouvriers du port doivent (!) avoir confiance dans les Conseils de confiance". (art. 1) Afin de faciliter cette confiance on a utilisé pour les élections d'hommes de confiance de cette année des enveloppes transparentes dans lesquelles devaient être mis les bulletins. Chaque changement pouvait être ainsi constaté par le surveillant des élections. Malgré cela les "déloyaux" dockers n'ont pas suivi l'ordre donné. Il n'a pas été possible jusqu'ici de connaître les résultats véritables du scrutin; le Front allemand du Travail avoue une opposition de 2.213 sur un total de 6.568 électeurs.

C'est là un témoignage de "déloyauté" réjouissant pour ceux qui savent à quel point les résultats ont été faussés.

Combien on a truqué. (I.T.F.) Stanik, le directeur de la Société du chemin de fer souterrain et surélevé de Hambourg a convoqué, immédiatement après les élections des conseils de confiance, une réunion du conseil de direction où il a déclaré: "A mon regret je ne puis pas communiquer à Monsieur le Statthalter après les élections aux conseils de confiance de cette année, que l'entreprise de la Hamburger Hochbahn A.G. est pour 100 p.100 nationale-socialiste. Bien que, officiellement, nous ayons annoncé seulement 79% de voix en faveur de la liste, je dois déclarer ici que sur les voix émises seulement 34% étaient en faveur des candidats nationaux-socialistes. C'est humiliant. Je devrai avoir recours à des mesures rigoureuses."

L'industrie continue à payer. (I.T.F.) En 1933 et 1934, les industriels allemands ont payé au moyen de "l'obole Adolf Hitler de l'économie allemande" plus de 100 millions de marks au parti national-socialiste. Ils estimaient avoir suffisamment rétribué par ce montant les services rendus. Le 1er avril 1935 les versements s'arrêtaient. Le parti nazi toutefois invita les industriels à faire des versements pour une nouvelle "obole". Les palais laissés par le fastueux Guillaume II, les salons utilisés par les présidents de la République capitaliste ne sont pas assez luxueux pour le Führer et Chancelier du Troisième Reich. L'industrie devra rendre possible la construction d'un "Salon des diplomates!" On attend des divers industriels des versements à cet effet.

Sort commun (I.T.F.) Le certificat du travail délivré aux jeunes ouvriers allemands comme preuve qu'ils ont terminé le service du travail leur donne un prétendu droit à une préférence en cas d'embauchage. Ce privilège se traduit comme suit dans la pratique, suivant une communication du président de "l'Association bavaroise des travailleurs ambulants" (Wanderdienst): 26% de tous les chômeurs qui parcourent les routes sont de jeunes gens qui, après avoir terminé leur service volontaire du travail n'ont pas pu obtenir d'emploi, malgré tous les efforts. Une grande partie de ces jeunes gens n'a aucun droit à l'allocation de chômage ni au secours de bienfaisance. Ils ont le sentiment amer d'être superflus au sein de leur famille qui a elle-même la vie difficile et étant robustes et bienportants, ils peuvent difficilement se résigner à attendre du travail pendant des mois! L'organisation nationale-socialiste des travailleurs ambulants se console cependant en songeant que malgré tout "tout le peuple allemand est une

communauté ayant un sort commun, du Führer suprême jusqu'au vagabond nomade de la route". En effet le Führer voyage avec sa colonne d'autos d'un palace à l'autre et passe devant le vagabond sur la route qui, malgré tous les efforts, ne trouve pas de travail.

On offre des espions. (I.T.F.) Des 1927, l'Institut berlinois des industriels allemands avait mis à la disposition des entreprises des espions salariés pour surveiller leur personnel. En 1933, la police secrète de l'Etat a repris cette tâche de l'Institut berlinois de la "Deutscher Industrieschutz". A présent cet institut de mouchardage offre ses services en dehors des frontières du Troisième Reich à l'effet d'une "lutte active" contre les syndicalistes au sein des entreprises. Dans une circulaire "strictement confidentielle" que cette Centrale d'espionnage "Bureau d'information Deutscher Industrieschutz" Berlin S. T. 38 Kochstrasse, 54, envoie à MM. les propriétaires d'usines et directeurs, il est question d'une "expérience spéciale de huit ans" dans la lutte contre les syndicats, expérience qu'on met à la disposition de MM. les employeurs. " Nous désirons vous donner la possibilité de prendre des mesures pour écarter de manière définitive les parasites économiques dans votre entreprise.....sans que les milieu intéressés en remarquent quoi que ce soit" et de désorganiser le personnel "par une action d'épuration faite à temps et sans attirer l'attention".

Cette circulaire strictement confidentielle est accompagnée d'extraits de lettres de remerciement d'industriels, par exemple : "Les enquêtes faites par vous ont fourni à notre maison des directives précieuses pour une épuration du personnel, de telle sorte qu'il nous a été possible de procéder à une série de licenciements d'éléments gauchistes."

"L'homme de confiance qui agissait pour nous a su se mettre au courant à la perfection de la situation réelle sans s'exposer en quoi que ce soit.

A cause de la révolution politique, nous n'aurons plus besoin à l'avenir d'avoir recours à vos services. (Les espions de Hitler travaillent à meilleur compte! Réd.) Nous pouvons dire néanmoins que par votre action énergique et votre organisation sûre vous avez rendu de grands services au soulèvement national. (!)

Nous espérons volontiers que les hommes qui à l'époque antérieure difficile, ont fourni leurs services, trouveront aujourd'hui aussi un emploi qui leur permettra de mettre leurs capacités au service de la cause".

C'est "au service de la cause" que les espions berlinois mouchardent à présent dans les entreprises de l'étranger.

Les profiteurs. (I.T.F.) L'organe du Dr. Schacht nous donne dans son numéro 17 mai quelques indications sur le montant des traitements touchés par les permanents du Front allemand du travail. En voici un extrait:

Sous le couvert des travaux pour combattre le chômage, de nouvelles organisations ont été fondées. Souvent on exigeait d'un employeur "qu'il fasse partie de plus d'une organisation à la fois. Il est vrai que cela va à l'encontre de certaines dispositions légales", mais dans le Troisième Reich les lois ne s'appliquent qu'à certaines occasions. " Des majorations considérables des cotisations sont nées du fait que là où un nouveau groupement central était constitué, les anciennes organisations centrales restaient. De telle sorte, à quatre budgets élevés s'ajoutait un cinquième encore plus élevé..... Une organisation centrale par exemple dont le prédécesseur a été fondé peu de temps après l'avènement au pouvoir et qui se tirait d'affaire dans le temps avec 280.000 marks, à besoin à présent, avec une sphère d'activité à peu près identique, de 1,7 million. Une de ses sections professionnelles avait pour l'exercice 1932/33 avec 20.000 adhérents une dépense de personnel de 140.000 marks, pour l'exercice 1934/35 avec 54.600 adhérents une dépense de 219.000 marks, dont il est vrai 36.000(?) marks revenaient au président en traitement fixe--non pas au secrétaire..... Une petite entreprise dans l'industrie tuilière devait payer en cotisations de toutes sortes autrefois 96 marks et aujourd'hui 311,60 marks; une entreprise d'importance moyenne dans l'industrie des conserves payait autrefois 1.450 marks et à présent 3.500 marks. Un important commerce de produits textiles payait à l'organisation professionnelle uniquement, 400 marks et à présent à son successeur 5.500 marks. Les employeurs cherchent à économiser ces taxes sur les salaires des ouvriers; les petits employeurs quittent le Front du travail en groupes, les ouvriers toutefois doivent continuer à payer.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Extrait d'un rapport annuel. (I.T.F.) Nous lisons ce qui suit dans le rapport annuel de l'organisation fasciste autrichienne des travailleurs du commerce et des communications: "Pour ce qui est du niveau des salaires payés dans les entreprises et maisons de commerce occupant nos membres, celui-ci n'a hélas pas pu être maintenu dans tous les cas. Là où des réductions ont eu lieu, celles-ci étaient pour 1934 de 4 à 8% en moyenne. Des avilissements sensibles ont été pratiqués notamment sur les diverses allocations et l'indemnité d'acquisition d'objets nécessaires à l'exercice de la profession.

Les conditions de travail et de salaires sont particulièrement défavorables dans l'industrie des taxis et des services de surveillance de Vienne. Il est vrai que les conducteurs de taxi de certaines (!) grandes entreprises touchent encore un salaire de Sch. 4,50 (frs.fr. 12,60 env.) mais dans la majeure partie des cas les salariés ne reçoivent que 27% des recettes brutes. Nous n'arrivons pas à comprendre comment un chauffeur peut vivre avec 15 à 20 schillings (frs fr. 42.-env.) par semaine". - Nous non plus.

Toujours à l'écart. - La résistance du personnel des chemins de fer allemand. (I.T.F.) "Le Front allemand du travail a fait savoir à la direction régionale de la Reichsbahn (Dresde) qu'un nombre relativement élevé d'employés et d'ouvriers de la Reichsbahn n'ont toujours pas adhéré au Front allemand du travail, en la priant d'insister également d'office auprès de ces travailleurs pour qu'ils se décident à une adhésion. J'accède volontiers à cette demande en soulignant que j'estime désirable une union de tous les employés et ouvriers sous ma direction, dans le Front allemand du travail, comme étant la communauté de tous les Allemands qui travaillent. Les divers dépôts devront rendre publique la présente ordonnance par un affichage.

Dr. Domsch, Président".

(Ordonnance du Président de la Direction régionale de la Reichsbahn de Dresde,
1935/N° 72 Plr.)

"Immoral" (I.T.F.) En octobre 1933, le Front allemand du travail avait organisé une action de propagande spéciale en faveur du recrutement de nouveaux membres. Dans d'innombrables réunions, on chanta également aux cheminots les louanges de la politique sociale nationale-socialiste et on y annonça fièrement: "A l'avenir il n'y aura plus à la Reichsbahn d'ouvriers saisonniers"; il était immoral de licencier vers le début de l'hiver des ouvriers de l'entretien de la voie qui avaient travaillé pendant tout l'été pour la Reichsbahn. Et en effet le nouveau "Règlement du service et des salaires des ouvriers de la Reichsbahn allemande" entré en vigueur le 1er mai 1934, contenait la disposition suivante: "Des ouvriers auxiliaires occupés sans interruption depuis plus d'année, seront repris au service comme ouvriers permanents pour la durée ultérieure de leur emploi." Le Front du travail allemand était très fier de cette disposition.

La disposition existe toujours. Entretemps cependant, la direction de la Reichsbahn a fait savoir qu'aucun ouvrier auxiliaire ne sera plus occupé pendant plus d'une année; en aucun cas la durée d'occupation d'un ouvrier auxiliaire ne pourra dépasser sept mois. Les hommes de confiance nationaux-socialistes firent la grimace et la Reichsbahn craint des complications, car cette nouvelle prescription ne cadre pas du tout dans la "victorieuse bataille du travail". Aussi, la direction générale explique-t-elle: "Nous avons fait savoir à la direction nationale de la NSDAP, à la direction centrale des SA et SS et à l'Office pour questions sociales du Front allemand du travail, que les ouvriers auxiliaires qui seront embauchés cette année au service de l'entretien de la voie, devront à nouveau être licenciés après la fin des travaux (!) et nous les avons priés d'en faire communication aux Offices relevant de leur compétence, afin de les mettre en mesure de fournir les éclaircissements nécessaires, en cas de plaintes éventuelles!"

Ces éclaircissements seront plus efficaces que les nationaux-socialistes ne le supposent!